

## Écotaxe: quand le dogme vert bruxellois engendre des monstres

Publication: 11/11/2013 17h15

La génération à laquelle j'appartiens, ainsi que celle qui la suit, sont très soucieuses du respect de l'environnement. Nous sommes horrifiés lorsque nous trouvons des bouteilles plastiques sur nos plages ou dans nos forêts et nous consommons local et bio, convaincus que ce que nous mangeons aujourd'hui aura un impact sur notre santé de demain. Nous recyclons tant que nous pouvons et ceux qui ont la chance comme moi d'habiter une ville comme Strasbourg ont troqué leur automobile pour une bicyclette.

Pour autant rien ne m'agace plus que de voir l'industrie verte abuser des bons sentiments pour se faire toujours plus d'argent avec la complicité de gouvernements en manque de trésorerie.

Le dernier exemple en date? [L'écotaxe](#).

Il ne faut pas aller bien loin dans la lecture du projet de loi présenté [par Mme Batho](#) le 6 mars dernier, pour s'apercevoir de quoi il en retourne: "l'exécution des textes communautaires par la France est devenue une préoccupation majeure, qui témoigne de la place éminente du droit de l'Union dans l'ordonnancement juridique national. Le présent projet de loi a ainsi pour objet, (...) la transposition en droit français de six directives (...) la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures" (1) La messe est dite.

Passons maintenant au prix de l'énergie. Partout on nous dit qu'un tiers des Français aurait du mal à payer ses factures. [Le prix de l'électricité a en effet augmenté de 5% en août](#) et le prix du gaz a encaissé une hausse de 80% depuis 2005.

En réponse à cette hausse on conseille à ces mêmes personnes qui peinent à équilibrer leur budget d'investir dans de coûteux travaux d'isolation pour économiser de l'énergie. Jamais la véritable raison de cette hausse n'est pourtant évoquée. En effet, pour tenir la promesse des trois fois vingt du paquet énergie climat de l'Union européenne, la France doit réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, réaliser 20% d'économies d'énergies et porter la part des énergies renouvelables à 20%.

C'est ce troisième volet qui est responsable de la flambée des prix. Car [pour encourager l'installation des éoliennes](#) et donc répondre aux attentes de Bruxelles, l'État contraint les fournisseurs d'électricité comme Edf à acheter l'électricité produite par les éoliennes à un tarif fixé à l'avance, qui est supérieur à celui du marché et dont le surcoût est financé par le consommateur. (C'est la fameuse Cspe ou contribution au service public de l'électricité).

L'arnaque ne s'arrête pas là. C'est une réelle aubaine pour les fournisseurs d'énergie qui se mettent eux aussi à investir dans l'éolienne. Car, vous ne le savez peut-être pas, l'énergie du vent est l'une des plus inefficaces qui soit. **Donc plus il y aura d'éoliennes plus nous aurons besoin de centrales nucléaires, au gaz, au charbon etc. pour pallier à leurs défaillances.** En effet, l'éolien et le photovoltaïque ne produisent de l'électricité que lorsqu'il y a du vent ou du soleil, donc pas forcément au moment précis où nous avons besoin d'électricité. Cette électricité ne peut pas se stocker.

**Dans le cas des aérogénérateurs (leur vrai nom, moins glamour qu'"éolienne"), il faut une vitesse minimale de 15km/h et maximale 90 km/h. Or vous n'êtes pas sans savoir que les périodes de grand froid ou de canicule s'accompagnent souvent d'absence de vent. Et c'est hélas à ces moments-là précisément que notre consommation d'énergie est la plus forte.**

En cette absence de vent, les centrales à gaz sont les plus rapides à réagir. Donc plus on a de parcs éoliens, plus on a besoin de centrales à gaz, à la grande joie d'Edf Gdf qui se fait un plaisir de combler les lacunes. Nos voisins allemands, sur lesquels nous étions censés prendre exemple, construisent d'ailleurs de nombreuses centrales à charbon pour éviter la coupure de courant.

Les écologistes contre-argumentent souvent que l'énergie renouvelable crée plus d'emplois que le nucléaire. C'est vrai, mais **la grande majorité de ces emplois sont créés en Chine** qui produit son électricité à partir de charbon. D'autre part la grande énergie nécessaire à la fabrication des panneaux solaires en fait une énergie fortement émettrice de CO2 (100g/kWh contre 5g/kWh pour le nucléaire) et **leur construction nécessite l'utilisation de produits chimiques hautement toxiques.** Qui plus est, à quoi bon la création d'emplois si nous devons les subventionner?

**La France, soumise aux exigences de Bruxelles, fait supporter aux consommateurs le prix de l'inefficacité promue par l'Union Européenne. Si vous pensiez que les lobbyistes au cœur vert étaient des sortes d'hybrides se situant entre José Bové et le gentil Géant Vert mangeur de maïs, je vous invite à raviser votre jugement. Ce sont des hommes d'affaires comme les autres qui voient en la lutte contre le réchauffement climatique (devenu subitement "changement" climatique mais c'est une autre histoire) une occasion de faire de l'argent via la complicité des eurocrates et des gouvernements nationaux sur le dos des consommateurs. Interpol a d'ailleurs publié à ce sujet des études qui montrent que les équipements d'énergies renouvelables et les certificats d'énergie carbone sont devenus l'une des principales fraudes industrielles mondiales.**

**Pour échapper à la logique mercantile actuelle nous devons rétablir le monopole public dans le secteur de l'énergie et maintenir par la loi des tarifs régulés.** Plus que jamais l'accent doit être mis sur la recherche tant financièrement que bureaucratiquement.

La lourdeur administrative décourage et freine nos chercheurs qui s'expatrient, or c'est en développant la recherche vers une énergie efficace, peu chère et propre que nous créerons à terme de vrais emplois qui assureront notre indépendance énergétique. La baisse des prix de l'énergie permettra à tous nos concitoyens de se chauffer en hiver à moindre coût et à nos entreprises d'être plus compétitives sur le marché.



**Laure Ferrari** Chargée des relations publiques au Parlement européen